

Bérard (Yann) – *Les Outre-mer face à la bifurcation écologique. Des territoires pionniers ?* – Versailles, Éditions Quæ, 2025 (Indisciplines). 210 p.

Jan Verlin

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2026/2 Vol. 76 , PAGES 182 À 183
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

DOI 10.3917/rfsp.762.0182

Date de mise en ligne : 21/07/2026

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2026-2-page-182?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

responsables de morts au combat. Y. Barthe fait à ce titre un distinguo intéressant avec les morts à l'entraînement qui ont quant à eux occasionné un certain nombre de controverses, dont certaines très médiatisées. Cela dit, si l'on remonte dans le temps, on s'aperçoit assez rapidement que la critique de ce que l'on pourrait appeler « l'envoi au casse-pipe » d'une partie des soldats est déjà riche d'une histoire complexe. Soit sous l'angle des inégalités en la matière (entre les classes sociales, ou selon l'origine des soldats). Soit pour le caractère évitable de ces morts. Il serait donc intéressant de mieux intégrer l'affaire d'Uzbin dans cette histoire pour donner un éclairage supplémentaire sur les continuités et ruptures dans lesquelles elle s'inscrit. Ce travail pourrait permettre de lever une incertitude que le lecteur ou la lectrice conserve en refermant l'ouvrage : la nouveauté de l'affaire d'Uzbin ne tient-elle pas plus à la judiciarisation de la critique, par les proches des victimes, de la mort au combat, qu'à l'existence même (ou la publicisation) de cette critique ?

La deuxième question porte plus sur le modèle. Celui-ci énonce que le *blaming* exige l'anormalisation. Il ouvre le regard de façon intéressante sur cette phase du processus, mais il serait sans doute opportun, plus que ne le fait Y. Barthe, pour enrichir le modèle, de prendre en compte le fait que le *blaming* n'est pas la seule voie de sortie de l'anormalisation d'une situation. Deux voies importantes peuvent être mentionnées, qui mettent en évidence l'énergie que les acteurs peuvent déployer pour éviter de s'enfermer dans le *blaming*, sans pour autant être dans la « fatalisation » du malheur. La première est l'amélioration du système. Elle nourrit aujourd'hui de nombreuses techniques de traitement des incidents dans les organisations. Elle pointe bien ce qui est anormal mais à de toutes autres fins que le *blaming*. La deuxième est la compensation des dommages, notamment par des dispositifs d'indemnisation. Elle suppose certes qu'un responsable soit désigné, mais cette responsabilité n'est pas de l'ordre du *blaming*, elle vise à établir s'il doit y avoir ou non indemnisation, et qui doit en supporter le coût.

Cette deuxième question pointe un aspect qu'il conviendrait sans doute de clarifier concernant la nature de ce que l'ouvrage cherche à modéliser. S'il s'agit de modéliser les opérations qui sont nécessaires pour aboutir *in fine* au *blaming* vu comme un résultat – le fait de porter une

accusation à la suite d'un malheur –, le modèle proposé est une façon intéressante de clarifier certaines étapes clés du processus. S'il s'agit de modéliser les formes d'imputation enclenchées par le malheur, le schéma ne devrait-il pas s'ouvrir à des bifurcations qui, sans être travaillées par le modèle, occupent pourtant une place importante dans les sociétés contemporaines ? Il pourrait par ailleurs intégrer dans la formalisation la nature même des attentes que les personnes s'estiment légitimes à faire valoir auprès des instances autorisées de traitement du malheur : faire la vérité sur ce qui s'est passé ? éviter la reproduction du même type de malheur ? infliger une peine au responsable ? Tout porte à penser en effet que notre façon d'imputer dépend de ce qu'on en attend.

Entre questions militaires, *blaming* et formes d'imputation du malheur, pratiques de l'enquête et de la modélisation, l'ouvrage de Y. Barthe fait une proposition ambitieuse et originale, qui ne manquera pas de nourrir des échanges dans des directions singulièrement variées.

Nicolas Dodier –
EHESS, CEMS

Bérard (Yann) – *Les Outre-mer face à la bifurcation écologique. Des territoires pionniers ?* – Versailles, Éditions Quæ, 2025 (Indisciplines). 210 p.

Tiré d'une HDR soutenue en 2023 à l'Université des Antilles, cet ouvrage de Yann Bérard, maître de conférences en science politique au Laboratoire caribéen de sciences sociales (Pheac, CNRS), prend pour point de départ le discours officiel qui entend faire des territoires ultramarins les pionniers de la transition écologique française. Il confronte cette rhétorique à une enquête de terrain dans les outre-mer atlantiques, en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane. L'auteur montre que derrière l'exemplarité proclamée se cache une réalité ambivalente. Il analyse à l'aide d'un vaste corpus de recherches accumulées au fil de projets de recherche et de collaborations interdisciplinaires que la promotion du développement durable reste indissociable d'héritages postcoloniaux que le vernis du vocabulaire écologique ne suffit pas à masquer.

L'argument central de l'ouvrage se nourrit de la tension entre, d'une part, le récit institutionnel

qui fait de ces territoires des « laboratoires » de la bifurcation écologique et, d'autre part, la réalité empirique de sociétés héritières des plantations. Il révèle ainsi comment le legs colonial maintient ces territoires dans une dépendance structurelle, ce qui produit des crises environnementales aiguës. Y. Bérard montre que la métaphore du laboratoire constitue une technologie de gouvernement qui reconfigure les rapports de pouvoir entre centre hexagonal et marges ultramarines sans les abolir.

L'ouvrage est organisé en trois parties. La première partie est consacrée à la biodiversité. Y. Bérard y déconstruit le mythe d'une nature ultramarine idyllique en inscrivant dans la longue durée la genèse de ces « hauts lieux » de la République. Selon l'auteur, ériger les outre-mer en « nouveau fleuron » de la biodiversité française constitue une amnésie environnementale institutionnalisée. Chaque génération oublie le niveau de dégradation connu par les précédentes, jusqu'à tenir comme normal un état qui procède d'une longue histoire d'exploitation. La biodiversité ultramarine est ainsi analysée non comme un donné naturel mais comme une construction politique, dont les conflits d'usage, comme la biopiraterie, les espèces envahissantes, et l'extractivisme minier en Guyane, révèlent les contradictions profondes entre droits des peuples autochtones, intérêts régionaux et injonctions environnementales de l'État.

La deuxième partie, centrée sur la gestion des risques, démonte la naturalisation qui frappe ces espaces, désignés comme « naturellement à risques » en raison des cyclones ou des séismes. Il montre que ces territoires sont construits en tant que lieux de risques profondément anthropiques aux conséquences inégalement distribuées. La contamination au chlordécone en est le cas d'école : utilisé massivement de 1973 à 1993 avec la connivence des pouvoirs publics, malgré les mobilisations ouvrières réprimées dès 1974, ce pesticide a construit sur la longue durée une inégalité écologique de santé éminemment politique. Cette histoire longue éclaire en retour des conflits plus récents, comme la création conflictuelle du parc marin de Martinique ou la « crise des sargasses ». Ces crises révèlent les limites d'une gouvernance environnementale qui se montre incapable de hiérarchiser responsabilités et vulnérabilités.

La troisième partie aborde la question de la transition. Y. Bérard y montre que le « changement impossible » ne relève pas d'une fatalité géographique, mais d'un enchevêtrement de contraintes institutionnelles et d'héritages structurels. Si ces territoires disposent d'atouts considérables en matière d'énergies renouvelables, leur intégration dans le marché énergétique français et européen freine des évolutions qui pourraient constituer un vecteur réel d'émancipation économique.

L'ouvrage réussit avec une remarquable économie de moyens à articuler des niveaux d'analyse historique, institutionnel et sociologique, sans sacrifier l'un à l'autre. La mobilisation des outils de la sociologie de l'action publique (instruments de gouvernement, référentiels, coalitions d'acteurs) donne à des situations qui auraient pu se satisfaire d'un traitement descriptif une densité analytique forte.

C'est cette efficacité analytique et cette richesse interdisciplinaire qui invitent à prolonger la réflexion au-delà du cadre des outre-mer atlantiques. Cette focale se justifie par la cohérence interne de la trajectoire de recherche de l'auteur. On peut néanmoins imaginer que des usages complémentaires de la catégorie d'intervention publique « outre-mer », à La Réunion, à Mayotte, en Polynésie, auraient offert des terrains pertinents pour affiner certaines propositions et en éprouver la portée généralisante.

Enfin, Y. Bérard montre que le discours sur les territoires-laboratoires reconduit sous des apparences nouvelles à une relation expérimentale et asymétrique aux outre-mer. Il offre aux politistes un outil précieux pour saisir comment la question écologique vient aujourd'hui recomposer, sans les résoudre, les contradictions du centralisme français à ses marges.

Jan Verlin –

Université Jean Moulin Lyon 3, Triangle

Blin (Alexia) – *À l'assaut de l'abondance. Socialisme et consommation du XIX^e siècle à nos jours*. – Paris, PUF, 2025 (Questions Républicaines). 271 p.

Au XIX^e siècle, les socialistes défendaient l'idée de l'appauvrissement relatif de la classe ouvrière